

OTC

la Russie ne prévoit pas de retirer les forces de maintien de la paix du Karabakh à l'issue du mandat initial, déclare l'analyste Vladimir Evseev

La Russie ne prévoit pas de retirer ses forces de maintien de la paix du Haut-Karabakh, a déclaré à ARMENPRESS l'expert militaire Vladimir Evseev, interrogé sur la dernière déclaration de l'ancien commandant des troupes, le général de corps d'armée Rustam Muradov.

« Je pense que la Russie ne prévoit pas de retirer les casques bleus à l'issue de leur mandat de cinq ans. Mais bien sûr, tout dépendra de la situation actuelle. L'Azerbaïdjan va certainement essayer d'une manière ou d'une autre de chasser les casques bleus russes, mais je ne pense pas qu'ils y parviendront », a déclaré l'analyste russe.

Le lieutenant-général Rustam Muradov, qui a dirigé les forces russes de maintien de la paix dans le Haut-Karabakh depuis la signature du cessez-le-feu et qui n'a été remplacé que récemment par le général de division Mikhail Kosobokov, a déclaré à l'agence TASS qu'une décision sur la prolongation de la mission sera prise lorsque le mandat de cinq ans sera terminé. Muradov a mentionné qu'il évalue hautement les activités de maintien de la paix, et a noté que cette évaluation est donnée par la population civile de l'Artsakh.

Dans ce contexte, Evseev a déclaré que presque un an après la fin de la guerre, l'Azerbaïdjan n'a pas encore maîtrisé les territoires qu'il a occupés.

« Je ne vois pas comment l'Azerbaïdjan maîtrise le Karabagh. Ce n'est pas visible. Il y a une certaine maîtrise militaire, mais les territoires ne sont pas peuplés. Il s'avère que les 7000 Azerbaïdjanais que l'Azerbaïdjan a perdus dans la guerre

sont morts pour rien. Il s'avère qu'ils ont capturé des territoires où personne ne vit. Dans ce cas, quel était l'intérêt de faire autant de victimes ? Que font des Arabes par exemple dans le Haut-Karabakh ? Pourquoi sont-ils apparus là-bas ? Il y a beaucoup de questions. Je pense donc qu'il est trop tôt pour parler de ce qui pourrait se passer dans 4 ans. Mais dans tous les cas, je pense que la Russie n'a pas l'intention de retirer ses soldats de la paix. C'est mon opinion personnelle », a déclaré M. Evseev.

Interview réalisée par Aram Sargsyan

2- Les Nouvelles d'Arménie

10/09/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=83135

Rassemblement 26 septembre 15h Ambassade d'Azerbaïdjan Pour la libération des prisonniers de guerre arméniens et pour la reconnaissance de la République du Haut-Karabakh

Rassemblement pour la libération des prisonniers de guerre arméniens et pour la reconnaissance de la République du Haut-Karabakh le dimanche 26 septembre 2021 à 15 h devant l'ambassade d'Azerbaïdjan

Alors que le monde tentait de faire face à la pandémie du coronavirus, une coalition turco-azerbaïdjanaise lançait le 27 septembre 2020 une vaste opération militaire contre la République du Haut-Karabakh, rompant ainsi le processus de négociation. La puissance de feu développée par ces deux Etats leur a permis de faire reculer les forces arméniennes obligées de se défendre à un contre dix, avec des moyens incommensurablement inférieurs à ceux de leurs agresseurs.

Cette offensive menée avec le renfort d'au moins 2000 mercenaires djihadistes a pris la forme d'une opération de nettoyage ethnique, revendiquée comme telle par Ilham Aliev qui a donné l'ordre à ses troupes de « chasser les Arméniens comme des chiens ».

Plus de 4000 jeunes conscrits et civils arméniens ont perdu la vie au cours des combats, qui ont provoqué le départ d'au moins 60 000 réfugiés, l'occupation de

nombreux territoires, dont la ville de Chouchi et le district d'Hadrouit, ainsi qu'un tiers de l'Oblast du Haut-Karabakh. Le monde entier a été témoin des multiples crimes de guerre auxquels se sont livrés les armées turco-azerbaïdjanaises, leurs bombardements sur Stepanakert, les tortures et les exécutions sommaires pratiquées contre des civils et des militaires dont les images ont été complaisamment diffusées sur internet.

Un an après l'accord de cessez-le-feu, près de 200 prisonniers de guerre continuent d'être illégalement retenus dans des centres de détentions azerbaïdjanais, à l'abri des regards, tandis qu'encouragé par ses « victoires » le régime Aliev s'en prend aujourd'hui directement à l'intégrité territoriale de l'Arménie, dont il revendique des régions entières, y compris sa capitale Erevan, et contre lesquelles il multiplie les provocations militaires et les tentatives d'occupation.

Cette situation explosive constitue non seulement une menace pour le droit à l'existence de l'Arménie, cent ans après le génocide, mais aussi un défi aux valeurs démocratiques et à la légalité internationale, qui ne doit pas laisser la force dicter sa loi aux portes de l'Europe.

Le CCAF appelle à une large mobilisation pour dénoncer ces menées à caractère belliqueux et les risques qu'elles font courir à ce qu'il reste du Haut-Karabakh, à l'Arménie, ainsi qu'à la paix.

Le CCAF demande que la France, coprésidente du Groupe de Minsk de l'OSCE, intensifie ses efforts pour relancer le processus de négociation, seul susceptible de donner un statut à la République d'Artsakh et de prévenir le risque d'un nouvel embrasement.

Le CCAF réaffirme le droit à la sécurité de la République Haut-Karabakh et demande sa reconnaissance conformément aux vœux votés par l'Assemblée Nationale et le Sénat, ainsi que 70 collectivités locales et territoriales, en octobre et novembre 2020.

Dans la foulée de son appel du 15 mars 2021, signé par un large panel de personnalités françaises (élus, intellectuels, artistes*), le CCAF demande la transparence sur le sort des prisonniers de guerre arméniens et leur libération immédiate, conformément aux engagements pris par l'Azerbaïdjan dans l'accord du cessez-le-feu du 9 novembre 2020.

Le CCAF et les organisations cosignataires appellent à un grand rassemblement le 26 septembre à 15 h devant l'ambassade d'Azerbaïdjan à Paris, angle avenue d'Iena-rue Auguste Vaquerie, ainsi qu'à des manifestations à Marseille et à Lyon devant les consulats de Turquie.

* https://www.lepoint.fr/debats/appel-pour-la-liberation-des-prisonniers-de-guerre--armeniens-15-03-2021-2417764_2.php

Bureau national du CCAF

Premiers signataires : CDK-F (Conseil démocratique kurde de France), PCF, SOS racisme, UEJF, LICRA, Ibuka France...

3- Le Courrier d'Erevan

10/09/2021

<https://www.courrier.am/fr/opinions/les-droits-humains-en-artsakh-entretien-avec-gegham-stepanyan-ombudsman-dartsakh>

Les droits humains en Artsakh: entretien avec Gégham Stepanyan, Ombudsman d'Artsakh

Un an après l'éclatement de la guerre de 44 jours et bien que la grande crise humanitaire semble être surmontée, les droits humains en Artsakh continuent à être bafoués de manière l'objet de violations régulières. Ces violations continues restent bien souvent ignorées, faute de reconnaissance internationale de ce pays.

Gégham Stepanyan, Ombudsman d'Artsakh, livre au *Courrier d'Erevan* les principales préoccupations actuelles de son équipe.

Par Lusiné Abgarian

À quels obstacles liés à la non reconnaissance d'Artsakh, l'Ombudsman est-il confronté ?

Cette non-reconnaissance par la communauté internationale crée de nombreux obstacles tant pour les structures étatiques de l'Artsakh que pour la population en général. Si nous parlons des individus, les problèmes rencontrés sont principalement liés à la libre circulation. Les restrictions à la participation à divers programmes internationaux par exemple.

Quant aux organismes publics, eux, n'appartenant pas à un état reconnu, ils sont carrément négligés. S'il n'y a pas de relations officielles établies d'état à état, les pays tiers ou les organisations internationales s'abstiennent de travailler avec les organisations gouvernementales de ce pays.

Dans une certaine mesure, cela concerne également les relations avec l'Institut de l'Ombudsman, à ceci près que notre structure en pâtit peut-être moins que d'autres. À contrario du ministère des Affaires étrangères, par exemple, l'Institut de l'Ombudsman en tant qu'organe étatique indépendant peut continuer à suivre quasi-normalement son agenda, entièrement dévoué aux droits de l'homme. À cet égard, c'est un avantage en termes de coopération. Mais en effet, l'isolement et le manque de reconnaissance nous posent de gros problème lorsqu'il s'agit de faire entendre notre voix sur la scène internationale.

Pour y remédier, nous utilisons différents canaux : celui de l'Ombudsman d'Arménie ou de ses missions diplomatiques, celles d'Artsakh à l'étranger, etc. Nous essayons de surmonter les obstacles, dans certains cas cela fonctionne, dans d'autres non.

Près d'un an après la guerre, peut-on dire que la crise humanitaire est presque surmontée? Quels principaux problèmes préoccupent encore l'Ombudsman d'Artsakh.

La période qui a immédiatement suivi la guerre s'apparente à une véritable catastrophe humanitaire. Les bombardements ont détruit les maisons ou les logements d'environ 40 000 personnes. Elles ont dû trouver refuge à Erevan ou

ailleurs, incertaines quant à la possibilité de leur retour en Artsakh. Nombre de ces populations déplacées tenaient absolument à revenir, et nous nous devions de les héberger du mieux que nous pouvions. On peut considérer que cette situation désastreuse est aujourd'hui derrière nous. Elle se normalise peu à peu et grâce aux programmes sociaux mis en œuvre, les questions les plus brûlantes ont été traitées.

Néanmoins, tout n'est pas réglé. L'Ombudsman reste très sollicité pour les questions liées au logement. Bien évidemment, elles dépassent largement nos compétences, mais d'un point de vue humain, nous les comprenons et essayons d'être solidaires d'une manière ou d'une autre. En Artsakh en général, et à Stepanakert en particulier, le fonds immobilier actuellement disponible ne peut répondre à la masse des demandes, il y a un problème très sérieux en termes d'accès aux logements collectif. Des appartements sont en construction qui devraient être achevés d'ici 2023, selon le gouvernement. Il faut comprendre que pendant ces deux prochaines années, nous devons donc encore suivre ces personnes en attente et résoudre leurs problèmes. Certaines familles vivent dans des conditions déplorables, privées de conditions de vie élémentaires. Beaucoup de ceux partis à Erevan veulent aujourd'hui rentrer en Artsakh mais nous sommes dans l'impossibilité de les héberger.

Le droit à l'éducation est lui aussi menacé. Les écoles de Stepanakert sont surchargées. Des salles de classes prévues pour 25 élèves avant la guerre, doivent en accueillir 35 désormais. L'impact est on ne peut plus négatif sur l'efficacité de l'enseignement et la qualité de l'éducation des enfants. Les écoles maternelles sont dans la même situation, en manque de places disponibles dû au fait que la majorité de la population déplacée s'est réinstallée à Stepanakert.

Ces mêmes personnes s'adressent également à l'Ombudsman au sujet de leurs titres de propriété. Beaucoup n'ont pas eu le temps d'emporter leurs documents quand ils ont dû quitter leur maison précipitamment pendant la guerre. Nous essayons de les soutenir en leur indiquant leurs droits, les divers programmes sociaux ou de santé dont ils peuvent bénéficier et tentons enfin de négocier des solutions avec les structures gouvernementales.

Pour revenir à votre question, alors oui, de manière générale, la situation humanitaire catastrophique que nous avons connue est presque résolue, mais de nombreux problèmes subsistent. À cet égard, l'État a l'obligation de prendre des

mesures actives. Et comme les droits de l'homme impliquent une mobilisation universelle, moi, en tant qu'Ombudsman, j'attends le soutien des organisations internationales pour sortir les gens de cette situation difficile.

Que peut faire le Défenseur des droits de l'homme face au harcèlement physique et psychologique de l'Azerbaïdjan sur le peuple d'Artsakh?

Nous étudions tous ces cas d'agression et en informons les autorités concernées, celles d'Artsakh mais aussi les organisations internationales. Elles n'ont qu'un seul but : maximiser la pression psychologique afin de semer le désespoir parmi notre peuple et le forcer à quitter le pays. L'Azerbaïdjan ne ménage aucun effort en ce sens. Je comparerais cela à la période qui a précédé les années 1990, lorsque les autorités soviétiques en Azerbaïdjan ont tenté de procéder au nettoyage ethnique de l'Artsakh, de créer des conditions telles que notre population quitte son territoire. Ils disposaient évidemment de leviers bien plus importants à cette époque-là. Dans les années 80 par exemple, ils avaient rendu obligatoire l'apprentissage de la langue azerbaïdjanaise dans toutes les écoles de la région autonome du Haut-Karabakh, même dans les écoles arméniennes. Aujourd'hui, les moyens sont différents, plus insidieux, mais ils causent tout autant d'anxiété et de tension dans ces mêmes zones frontalières. Ils perturbent les communications, brouille l'accès à Internet, détournent les ressources en eau et en accusent nos usagers dans les médias. Tout cela fait partie intégrante de l'ensemble de leur politique.

Le Défenseur des droits humains effectue-t-il un travail particulier en matière de recherche des disparus et du retour des prisonniers de guerre ?

Durant toute la guerre, nous nous sommes occupés de documenter les cas de disparition, de collecter les données à propos des captifs, d'établir des listes et de les fournir aux organisations internationales ainsi qu'aux organismes arméniens ou d'Artsakh concernés. Nous avons effectué ce travail jusqu'en mars-avril 2021. Nous avons mis à jour nos listes régulièrement, travaillé avec les parents et récolté toutes les informations utiles à nos démarches.

Cependant le bureau de l'ombudsman n'a pas d'autorité directe en la matière, notre fonction n'est que de support. Une nouvelle commission a donc été formée en Artsakh, chargée de la question des otages et des prisonniers. Nous leur avons transmis toutes le matériel en notre possession.

Bien sûr, nous continuons à recevoir des témoignages et gardons un contact étroit avec les proches des personnes disparues. Lorsque de nouveaux éléments sont portés à notre connaissance, nous les fournissons aux organismes compétents. Mais nous n'avons pas d'implication directe dans la question du retour des prisonniers.

À l'heure actuelle, l'Artsakh dénombre 45 prisonniers officiellement reconnus par les autorités d'Azerbaïdjan, dont 3 civils, et 42 personnes prises en otage lors des combats. Mais nous disposons aussi de preuves sur la captivité d'environ 180 personnes supplémentaires, non confirmée par la partie azerbaïdjanaise. Nous préparons régulièrement des rapports à ce sujet et adressons des courriers aux organisations internationales. Je constate avec regret que nous n'avons pas encore de résultats tangibles en la matière, mais cela ne veut pas dire que nous devons nous arrêter. Nous travaillerons jusqu'à ce que nous obtenions gain de cause.

Une coopération avec l'Ombudsman d'Azerbaïdjan est-elle envisageable ?

Je sais que l'Ombudsman de l'Azerbaïdjan refuse de travailler avec l'Ombudsman de l'Arménie. S'il ne souhaite pas collaborer avec son homologue arménien, imaginez la réponse qu'il pourrait donner à son homologue d'Artsakh.

Je suis pourtant prêt à coopérer avec lui et tiens à lui adresser ce message : «ne vous faites pas le relais de la propagande des autorités de Bakou, la défense des droits de l'homme doit rester votre seul agenda ».

S'il en a la volonté, je suis prêt à coopérer avec lui.

4- Sputnik France

14/09/2021

<https://fr.sputniknews.com/international/202109101046117631-paris-->

[promet-d'octroyer-400000-euros-a-bakou-pour-deminer-le-haut-karabakh/](#)

Paris promet d'octroyer 400 000 euros à Bakou pour déminer le Haut-Karabakh

Par [Dmitri Bassenko](#)

L'ambassadeur français à Bakou a annoncé le prochain transfert à l'Azerbaïdjan de 400.000 euros destinés au déminage du Haut-Karabakh, province sécessionniste dont Bakou avait repris le contrôle en 2020.

La France est disposée à octroyer 400.000 euros à l'Azerbaïdjan pour les travaux de déminage dans la [région du Haut-Karabakh](#), a fait savoir l'ambassadeur français à Bakou, Zacharie Gross.

Sur son compte Twitter, le diplomate s'est déclaré «*heureux d'annoncer officiellement*» le prochain transfert du montant en question à l'Agence azerbaïdjanaise de déminage (ANAMA).

Il a souligné qu'une vaste partie du Haut-Karabakh devait encore être déminée, ce qui nécessitait une coopération internationale en vue de permettre aux personnes déplacées de regagner leurs foyers.

Auparavant, les autorités britanniques avaient débloqué 500.000 livres (près de 585.000 euros) pour cette tâche, aussi bien dans la région en question que dans les territoires adjacents.

Situation dans le Haut-Karabakh

Province azerbaïdjanaise qui échappait au contrôle de Bakou depuis des décennies, le Haut-Karabakh, peuplé majoritairement d'Arméniens, a été à l'automne 2020 le théâtre d'un conflit militaire opposant l'Arménie à l'Azerbaïdjan.

Suite à sa défaite, la partie arménienne a accepté la cession d'importants territoires du Haut-Karabakh, ce qui a provoqué l'exode de milliers de ses habitants. La Russie, qui assurait la médiation entre les deux pays et parrainait la signature d'un [accord de cessez-le-feu](#), a déployé des forces de maintien de la

paix dans la région.

Des militaires russes, aux côtés de leurs collègues azerbaïdjanais, participent activement au déminage du Haut-Karabakh en utilisant notamment des systèmes autonomes.

5- Les Nouvelles d'Arménie

09/09/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=83106

Pachinian encouragé par les déclarations d'Erdogan

Le Premier ministre Nikol Pashinian a qualifié mercredi 8 septembre d'encourageantes les récentes déclarations du président turc Recep Tayyip Erdogan sur la normalisation des relations turco-arméniennes et a déclaré que son gouvernement était prêt à dialoguer avec Ankara.

« Je dois noter que le président de la Turquie a commenté publiquement les relations avec l'Arménie », a-t-il déclaré. « Nous voyons dans ces déclarations une occasion de parler de la normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie et de la réouverture du chemin de fer et des routes turco-arméniennes, et nous sommes prêts pour une telle conversation. »

« Je suis heureux de souligner que la Fédération de Russie a publiquement exprimé sa volonté de contribuer activement à ce processus. L'Union européenne, la France et les États-Unis sont également intéressés par ce processus », a ajouté Pashinian lors d'une session hebdomadaire de son cabinet.

Le 27 août, M. Pashinian avait déjà parlé de « certains signaux positifs » envoyés par le gouvernement turc ces derniers temps et avait déclaré qu'Erevan était prête à leur rendre la pareille. Erdogan a répondu en disant que les États de la région devraient établir des « relations de bon voisinage » en reconnaissant l'intégrité territoriale et la souveraineté de chacun.

« Si Erevan est prêt à aller dans cette direction, Ankara pourrait commencer à travailler à une normalisation progressive des relations avec l'Arménie », a-t-il

déclaré.

Dans ce contexte, Erdogan a souligné le désir de l'Azerbaïdjan de négocier un « traité de paix » global avec l'Arménie après la guerre du Haut-Karabakh de l'année dernière. Bakou chercherait à faire reconnaître par l'Arménie la souveraineté azerbaïdjanaise sur le Karabakh par le biais d'un tel traité.

Les dirigeants de l'opposition arménienne et certains analystes affirment qu'Ankara continue de subordonner la normalisation des relations turco-arméniennes à un règlement du conflit du Karabakh favorable à Bakou. Ils affirment que les Turcs souhaitent également qu'Erevan cesse de faire campagne pour une plus grande reconnaissance internationale du génocide arménien de 1915 dans l'Empire ottoman.

M. Pashinian a placé un éventuel dialogue turco-arménien dans le « contexte plus large » des pourparlers en cours sous médiation russe sur l'ouverture de liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ce qui, selon lui, serait « très important » pour l'Arménie. Il a également réaffirmé l'engagement d'Erevan à délimiter la frontière arméno-azerbaïdjanaise.

Hayk Mamijanian, un haut parlementaire arménien de l'opposition, a dénoncé les propos de M. Pashinian, affirmant que le Premier ministre a l'intention de faire des concessions de grande envergure à la Turquie et à l'Azerbaïdjan.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, a appelé à la fin de la semaine dernière à la normalisation des relations turco-arméniennes. « Nous sommes prêts à y contribuer de la manière la plus active », a-t-il déclaré.

La Turquie a fourni une aide militaire décisive à l'Azerbaïdjan pendant la guerre de six semaines qui a été interrompue par un cessez-le-feu négocié par la Russie. Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a de nouveau remercié Ankara pour cette aide lorsque Erdogan et lui ont visité en juin la ville de Shushi, dans le Karabakh, occupée par l'armée azerbaïdjanaise.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

09/09/2021

<https://en.armradio.am/2021/09/09/armenia-hosts-conference-on-international-religious-freedom-and-peace/>

Armenia hosts conference on International Religious Freedom and Peace

The Mother See of Holy Etchmiadzin host a conference on International Religious Freedom and Peace with with the blessings of His Holiness Karekin II, Supreme Patriarch and Catholicos of All Armenians.

Access to places of worship in conflict zones, protecting religious and ethnic minorities, and preserving cultural heritage, are just some of the topics that will be addressed.

During the 2020 war unleashed by Azerbaijan, the Republic of Artsakh has seen large swathes of its land taken over by Azerbaijan. Concerns have been raised over the ability of Armenians to access historic monasteries and churches for worship, and there are fears for the preservation of thousands of Armenian churches, historical monuments, and archeological sites located in the occupied areas.

The conference has brought together high-ranking religious leaders, renowned scholars and experts from around the globe to consider issues related to the international religious freedom and preservation of the world's spiritual, cultural and historical heritage, which all too often comes under threat from ethnic and religious intolerance, especially during wars and armed conflict.

The conference aims to develop recommendations for international religious freedom and cultural preservation that can be applied globally.

Siranuch Ghazantchyan

7- The Caucasian Knot

09/09/2021

Karabakh refugees dissatisfied with official meeting in Yerevan

Today, a representative of the Armenian government has not announced any ways of solving the housing problems of forced migrants from Nagorno-Karabakh, claim participants of a protest action held in front of the building of the Cabinet of Ministers.

The "[Caucasian Knot](#)" has reported that on September 2, at a protest action in Yerevan, forced migrants from the Kashatag District [demanded to provide them with housing](#) or to adequately compensate for the damage from the deprivation of real estate. The protesters gave the Armenian authorities a week to prepare a response.

Today, in Yerevan, former residents of the Gadrut, Karvachar, and Kashatag Districts of Nagorno-Karabakh, which came under the control of Azerbaijan following the combat actions in the autumn of 2020, have gathered in front of the government building with the demand to solve their housing problems, the "[Caucasian Knot](#)" correspondent reports. According to organizers, more than 100 people took part in the protest action.

At the protest action, Arthur Stepanyan, a resident of Gadrut, said that 15 days ago the refugees appealed to the government in writing, but today, at a meeting with an official from the Cabinet of Ministers, they have not heard anything encouraging.

"We were told that they did not know what to answer us. Our situation remains uncertain. About 21,000 refugees from Artsakh (*the Armenian name of Nagorno-Karabakh*, - note of the '[Caucasian Knot](#)') live in Armenia, and their fate does not bother anyone," Arthur Stepanyan said.

Source: <https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/56697/>

© Caucasian Knot

8- The Caucasian Knot
09/09/2021

Turkish-Azerbaijani exercises show vulnerability of Lachin Corridor to Armenia

The Turkish-Azerbaijani military exercises conducted in Karabakh are mastering various scenarios for the situation development in the region, including the closure of the Lachin Corridor, **Mger Akopyan**, a military expert, and **Andrias Gukasyan**, a political analyst, believe.

The "[Caucasian Knot](#)" has reported that on September 6, the joint tactical exercises of the Azerbaijani and Turkish troops with live fire [began in the Lachin District](#), through which the corridor between Yerevan and Stepanakert passes.

The above exercises in the Lachin (*the Armenian name is Berdzor*) indicate the hostile attitude of the Turkish-Azerbaijani tandem towards Armenia and the Armenian people, Mr Akopyan told the "[Caucasian Knot](#)" correspondent, adding that by conducting the exercises, Turkey and Azerbaijan are trying to exert political and psychological pressure on Armenia.

At their joint exercises, Azerbaijan and Turkey are mastering possible offensive actions against Armenia, as well as the scenario of blocking the Lachin Corridor, Mr Gukasyan has stated.

"The exercises should create tension for the Armenian Armed Forces, moreover given the fact that the last year's joint exercises were followed by aggression against Artsakh (Nagorno-Karabakh) with the Turkish participation. The current

exercises are viewed as a real threat and a demonstration of force and intimidation," Andrias Gukasyan told the "[Caucasian Knot](#)" correspondent.

Source: <https://www.eng.kavkaz-uzel.eu/articles/56693/>

© Caucasian Knot

9- Le Courrier d'Erevan

09/09/2021

<https://www.courrier.am/fr/societe/torture-absolue-le-rapport-de-lombudsman-revele-comment-les-armeniens-captures-sont-traites>

Torture absolue : Le rapport de l'Ombudsman révèle comment les Arméniens capturés sont traités à Bakou

Le défenseur arménien des droits de l'homme Arman Tatoyan et l'avocat représentant les intérêts des prisonniers arméniens à la Cour européenne des droits de l'homme Siranush Sahakyan ont soumis un rapport extraordinaire en anglais, contenant de nombreuses preuves du traitement inhumain des prisonniers par les autorités azerbaïdjanaises. Le document est basé sur des méthodes et des principes reconnus au niveau international, ce qui garantit un haut niveau de crédibilité.

L'ombudsman a souligné que les faits reflétés dans le rapport sur les prisonniers avaient été vérifiés avec l'aide de diverses sources. Des preuves crédibles montrent que les prisonniers de guerre et les civils détenus ont été systématiquement soumis à la torture et à l'humiliation, à des pressions physiques et mentales. La collecte des faits a également révélé que les officiers militaires, les gardiens de prison ou les agents de la force publique azerbaïdjanais qui avaient fait preuve de la moindre indulgence à l'égard des prisonniers arméniens

avaient ensuite été sanctionnés pour cela.

« Dans de nombreux cas, les gens se sont vus refuser de la nourriture et de l'eau pendant de longues périodes, et plus tard, si on leur en donnait, c'était après des humiliations et des passages à tabac. Il y a eu des cas où la nourriture a été jetée par terre, dans une poubelle, obligeant les gens à la prendre et à la manger », dit Tatoyan.

Il existe également des preuves de formes de torture plus *sophistiquées* : un prisonnier recevait de la nourriture, qu'il devait manger en 10 secondes, puis on lui enlevait tout. En outre, les prisonniers n'avaient pas accès aux soins médicaux, ils étaient constamment battus, mutilés et blessés, et par temps froid, on leur attachait les mains et on les obligeait à dormir sur le sol gelé, on leur versait de l'eau froide, etc.

L'un des épisodes du rapport concerne les événements d'octobre 2020 à Kovsakan (Zangelan). C'est là que se sont déroulés de violents combats au cours de la guerre de l'année dernière, avant d'être abandonné par les forces arméniennes. Tatoyan note que le 20 octobre, un groupe militaire arménien de 61 membres arrivant à Kovsakan en provenance de Kapan a affronté des unités des gardes-frontières azerbaïdjanais. En conséquence, certains des militaires arméniens ont été tués et capturés. Selon l'ombudsman, les Azerbaïdjanais se sont moqués des corps des soldats arméniens, leur coupant les oreilles, les attachant à des véhicules blindés, etc. De nombreux participants à cet acte de moquerie ont été identifiés, le rapport contient des séquences pertinentes.

Selon Tatoyan, une attitude plus ou moins normale à l'égard des captifs n'a été manifestée qu'avant la visite des représentants des forces de maintien de la paix russes ou de la Croix-Rouge. Les prisonniers ont été informés à l'avance et soigneusement préparés à les rencontrer.

Le rapport montre de nombreux cas où des prisonniers ont été battus et torturés afin d'obtenir les informations souhaitées par la partie azerbaïdjanaise, et où les prisonniers ont été contraints de témoigner contre eux-mêmes. Par exemple, un Arménien a été contraint d'"avouer" qu'il avait fait exploser une grenade lors d'un mariage azerbaïdjanais à Kovsakan (Zangelan), ce qui aurait entraîné la mort de 50 Azerbaïdjanais. Les participants à la première guerre du Haut-Karabakh ou à celle d'avril 2016 ont été particulièrement maltraités.

Selon les données officielles arméniennes, le nombre de prisonniers détenus en Azerbaïdjan s'élève actuellement à 60. Les militants des droits de l'homme, quant à eux, estiment que le nombre réel de prisonniers détenus à Bakou pourrait être plus élevé.

10- Les Nouvelles d'Arménie

09/09/2021

L'Arménie participe en Russie et Biélorussie à l'exercice militaire stratégique « Ouest 2021 »

La cérémonie d'ouverture de l'exercice militaire stratégique « *Ouest 2021* » a eu lieu le 9 septembre à l'école militaire de Moulino en Russie.

Le ministère arménien de la Défense qui communique cette information, précise que les drapeaux des États participants à ces exercices militaires -dont celui de l'Arménie- ont été hissés dans le camp de tentes.

Dans son discours d'ouverture, Nikolaï Pankov, le vice-ministre russe de la Défense, a noté que les exercices militaires conjoints offrirait l'occasion de développer les actions communes pour la formation des troupes, et d'établir de nouvelles traditions conjointes de fraternité militaire. Il a également précisé que ces exercices militaires « *Ouest 2021* » sont uniquement de nature défensive.

Des troupes de Russie, d'Arménie, de Biélorussie, d'Inde, du Kazakhstan, du Kirghizistan et de Mongolie participent à ces exercices. Avec environ 200 000 militaires, 80 hélicoptères, jusqu'à 760 unités de divers types de véhicules blindés, de systèmes de missiles et d'artillerie, ainsi que 15 navires. Des exercices qui se dérouleront essentiellement entre le 10 et le 16 septembre.

Krikor Amirzayan

11- Les Nouvelles d'Arménie

09/09/2021

Archak Karapetyan, le ministre arménien de la Défense a reçu à Erévan le nouveau commandant des forces russes de maintien de la paix en Artsakh

Archak Karapetyan, le ministre arménien de la Défense, a reçu le 9 septembre au siège du ministère à Erévan, le commandant des forces russes de maintien de la paix en Artsakh, le général Mikhail Kosobokov, nouvellement nommé. Ce dernier était accompagné par des responsables militaires Russes dont Dimitri Ovcharov, le commandant de la 102^e base militaire russe en Arménie.

Le ministre arménien de la Défense a félicité le général Mikhail Kosobokov pour sa nomination à la tête du commandement des forces russes chargées du maintien de la paix en Artsakh en lui souhaitant le succès dans sa mission de maintien. Il a également félicité le colonel Dimitri Ovcharov pour sa nomination, soulignant le rôle et l'importance de la base militaire russe sur le territoire de l'Arménie.

Archak Karapetyan a également noté les efforts de la Russie dans la stabilisation militaire et politique dans la région, ainsi que leur rôle essentiel dans le processus de maintien de la paix en Artsakh.

La sécurité régionale fit l'objet de discussions entre les participants à la réunion.

Krikor Amirzayan

12- Eurasianet

09/09/2021

<https://eurasianet.org/heatwave-drought-and-war-leave-nagorno-karabakh-short-of-water>

Heatwave, drought and war leave Nagorno-Karabakh short of water

One official estimates the territory lost

over 80 percent of its access to water during the war last year.

[Gevorg Mnatsakanyan](#)

Forty percent of Stepanakert has been without running water for the past month. It is a new burden for a city that has struggled to revive normalcy since the war between Armenia and Azerbaijan last autumn.

Residents of Nagorno-Karabakh's de facto capital are condemned to thirst by a confluence of factors: Internally displaced people have packed into the city, increasing the population by some 30 percent; access to most of the region's water supply was lost in the fighting; and it has been a hot, dry summer.

"We haven't seen rain in over 50 days and temperatures have peaked at a steady 30 degrees Celsius. Add to that the 70 to 80 thousand cubic meters more consumed monthly by the 15,000 new residents of the capital fleeing war and you get what we're seeing," Gagik Poghosyan, who heads Jrmugh-Koyughi, the public company responsible for local water distribution, told Eurasianet.

During the 44-day war with Azerbaijan, Armenian forces lost control of most of the lands they had held since the early 1990s, including reservoirs and canals that are now on the other side of the front line. In a [June report](#), the International Crisis Group described several villages without water, "not only because pipes were destroyed, but because in order to fix them plumbers would have to enter an area controlled by Azerbaijani soldiers."

At an emergency meeting on August 16, de facto president Arayik Harutyunyan [unveiled plans](#) to connect the capital's water supply network to the nearby Patara River (Badara in Azerbaijani) through a new pipeline that will end the shortages "within one year."

Harutyunyan also promised to build a new dam on the Patara to create a reservoir that will provide Stepanakert and 12 surrounding villages with drinking water and irrigate over 2,500 hectares. Estimated at 15 billion Armenian drams (over \$30 million), the project is the most ambitious of its kind to date, Harutyunyan said.

A new government water committee is etching out plans to drill over 40 artesian wells to provide round-the-clock service to communities across the region. Georgi Hayriyan, who was [appointed](#) by the president in July to lead the committee, estimates water losses at “over 80 percent.”

“What makes this so painful is that the resources still available to Artsakh aren’t going to be enough to irrigate whatever agricultural land is left,” Hayriyan told Eurasianet, using the Armenian name for the region.

The government is counting on the state budget and help from outside organizations like the diaspora-backed Hayastan All Armenian Fund to make the three projects happen. Another diaspora group in Washington is [lobbying](#) Congress for \$25 million in assistance related to water and sanitation.

Russian peacekeepers - who have patrolled Nagorno-Karabakh since the Moscow-brokered ceasefire in November 2020 - are providing [water](#) and [security](#) while Armenians repair infrastructure near the front lines. In the three weeks to September 3, the Russian contingent dispensed over 200 tons of drinking water to 1,500 Stepanakert residents, promising to continue to “provide local residents with water every day” until a new pipeline can be laid.

British charity [HALO Trust](#) and the International Committee of the Red Cross have also extended help. “The current water scarcity only added to the practical difficulties faced by the population following the autumn 2020 escalation,” Bertrand Lamon, head of the ICRC Mission in Nagorno-Karabakh, told Eurasianet.

Twenty-five large water tanks donated by the Red Cross have been installed in neighborhoods hit hardest by the shortage and are being filled daily by trucks from the city’s water company.

With this aid, and efforts by local authorities to conserve water, the situation in Stepanakert has slowly improved over the past two weeks. But Poghosyan of the public water distributor remains wary. “If this weather persists, things could get dire,” he said.

For all their inconvenience, “there’s still a silver lining to these shortages,” said Nune Martirosyan, 47, an economics teacher in Stepanakert, whose own apartment has been without water for a month. “They’ve fostered a greater sense of community among residents as they scramble to help each other pull through.”

Gevorg Mnatsakanyan is a journalist based in Yerevan.

13- Eurasianet

08/09/2021

<https://eurasianet.org/azerbaijan-russia-relations-sour-over-karabakh--disagreements>

Azerbaijan-Russia relations sour over Karabakh disagreements

Baku has been increasingly airing public criticisms of Moscow over the post-war order, which have been exacerbated by the lack of a formal mandate for the Russian peacekeepers in Karabakh.

[Heydar Isayev](#)

Azerbaijan's relations with Russia, the broker of the ceasefire agreement ending last year's war with Armenia, have hit another rocky patch.

Azerbaijan's relations with Russia have been in flux since the latter diplomatically intervened to end last year's fighting. The ceasefire that Russian President Vladimir Putin helped negotiate cemented Azerbaijan's victory, but it also allowed for the presence of 2,000 Russian peacekeeping troops on what is internationally recognized as Azerbaijani territory and allowed the Armenian-backed de facto Nagorno-Karabakh government to continue to control part of its territory.

While Azerbaijan saw those developments as in opposition to its strategic goals, President Ilham Aliyev has nevertheless portrayed the agreement as marking "the end of the conflict" and the "restoration of Azerbaijan's territorial integrity." Putin, meanwhile, has said that the status of Karabakh in fact remains [undetermined](#).

This disagreement over the fundamentals of the conflict has spilled over into several minor controversies over the past month.

Most recently, Azerbaijani media unearthed an [announcement for a Russian government tender](#) for servicing the peacekeeping contingent that used the term “Nagorno-Karabakh Republic.” That name is anathema to Baku, which considers the self-proclaimed government to be an illegitimate occupant of its territory.

Azerbaijan’s Foreign Ministry [formally complained](#) to its Russian counterparts. Ministry spokesperson Leyla Abdullayeva said that the Russian side explained that the phrasing was a “technical mistake” and would be fixed soon. As of the time this piece was posted it remained online.

That episode followed a complaint on August 11 by Azerbaijan’s Ministry of Defense about repeated ceasefire violations in Karabakh. The MoD [statement](#) said that Armenian military posts had been newly set up in Karabakh, in the areas of Mukhtarkand and Shushakand (which Armenians call Mkhitarashen and Shosh, respectively).

Though Azerbaijan has long objected to the presence of Armenian troops in Karabakh since the end of the war - the ceasefire statement called on Armenian forces to withdraw from the territory - this was the first time Baku implicated the Russian peacekeepers.

“In accordance with the provisions of the tripartite statement, the Russian peacekeeping forces must put an end to the deployment of Armenian armed forces in the territories of Azerbaijan where they are temporarily stationed,” the statement read.

Two days later, the Russian peacekeeping forces [reported](#) that the Azerbaijani side had violated the ceasefire, firing at the direction of what they called “Nagorno-Karabakh armed units” - contrary to Azerbaijan’s [description of them](#) as having been deployed from Armenia. This statement also was unprecedented; it was the first time the Russians have blamed a specific side for a ceasefire violation.

That all, in turn, followed another diplomatic dispute between the two sides. Nationalist Russian member of parliament Vladimir Zhironovskiy gave an [interview](#) to a Russian radio station on July 30 in which he commented

controversially on events in Azerbaijan.

“Ilham, you will have the territory you want, but no one has a right to look at Russian soldiers askance! You understand me?” Zhirinovskiy told the interviewer. “And he understands perfectly well that he will lose his post, there is a dictatorship there, it’s full of opposition forces there. If Biden wants to, he will be overthrown within two weeks. And only we can save him, as we saved Pashinyan.”

Azerbaijan’s Foreign Ministry [reported](#) that it summoned the Russian charge d’affaires and expressed “concern and protest in connection with the insulting and biased statements against the Azerbaijani statehood and the country’s leadership”, which it believed would damage “the spirit of strategic partnership between the two states.”

Zhirinovskiy’s comments also sparked even stronger objections on Azerbaijani social media, with many saying the government’s response was too weak.

Isfandiyyar Vahabzade, a professor of philology and former ambassador, released a [half-hour tirade on YouTube](#) criticizing the Azerbaijani and Russian governments and broadly insulting the entire Russian nation. In response, the Russian government [barred](#) Vahabzade from entering Russia for the next 50 years.

Azerbaijanis also have objected to recent exercises that the peacekeepers have held in Karabakh. One was [training Russian soldiers to defend themselves against drones](#) - one of the keys to Azerbaijan’s military success in last year’s war - and the second, more controversial, was a [course billed as “basic training”](#) for young Armenian residents of Karabakh.

Though analysts in Azerbaijan hesitate to call the frequent disagreements a crisis, they say the continuing spats could escalate ahead of the critical date of 2025, when the term of the Russian peacekeeping force is set to expire and Baku will be able to veto its extension.

The controversies are exacerbated by the lack of a formal mandate for the peacekeeping mission, [in contrast to Russia’s other peacekeeping missions around the post-Soviet space](#). Russia has been repeatedly pushing for Baku and Yerevan to sign a formal agreement, but it has been held up by demands by Azerbaijan that are unacceptable to the other parties, the International Crisis

Group wrote in a [June report](#).

One of the key sticking points is that Azerbaijan is demanding formal control of the Lachin corridor, a road that connects Armenia with Nagorno-Karabakh, as well as an acknowledgement of its sovereignty over Nagorno-Karabakh itself.

“It seems that Russia does not want to accept Azerbaijan’s condition, thus leaving the mandate question open for now,” analyst Shahin Jafarli told Eurasianet.

There may be movement on the mandate issue, however: On September 5, Hikmat Hajiyev, Aliyev’s senior foreign affairs advisor, [told](#) BBC Azerbaijani that discussions are ongoing on “additional legal mechanisms” concerning the mandate of peacekeepers.

One Baku-based analyst, who asked not to be identified, told Eurasianet that Zhirinovskiy’s comments about Russian soldiers were sanctioned by the Kremlin as a response to Baku’s demands on the mandate. “The Russian position is that it has an ongoing mission in Karabakh, and it is not going to tolerate any questions challenging this mission,” the analyst said.

Ahmed Alili, an analyst at the Caucasus Policy Analysis Center, also saw the mention of the peacekeepers as the most important part of the Russian MP’s comments. “He says you can take as much territory as you want, but do not dare touch Russian soldiers,” Alili told Eurasianet, adding: “this implies Russia is fine with potential Azerbaijani military advances in Karabakh as long as its [Russia’s] army remains” in Karabakh.

These controversies between Azerbaijan and Russia are temporary but they will likely intensify as the 2025 deadline approaches, Alili said.

Heydar Isayev is a journalist from Baku.

14- Les Nouvelles d'Arménie
07/09/2021

Deux prisonniers de guerre Arméniens détenus en Azerbaïdjan libérés sont arrivés aujourd'hui en Arménie

Ce mardi 7 septembre, deux prisonniers de guerre Arméniens détenus en Azerbaïdjan ont été libérés. Ils sont arrivés en Arménie. En contrepartie l'Artsakh a libéré le soldat Azéri Djamil Babayev qui avait été arrêté le 25 août dans une maison d'habitation à Martakert (Artsakh). Ce soldat avait franchi la frontière arméno-azérie pour se retrouver en Artsakh.

Le ministère arménien de la Défense annonce que cette libération des deux prisonniers de guerre Arméniens s'est déroulée grâce à la médiation du général Roustam Mouradov, le commandant des forces de paix russes déployées en Artsakh.

Les deux prisonniers Arméniens sont deux soldats Arméniens, Artur Nalbandyan et Aramayis Torozyan qui avaient été enlevés par les soldats Azéris le 14 juillet dernier dans la région de Sev Lidj (lac Noir) dans la région de Gegharkounik en Arménie.

Krikor Amirzayan

15- La Croix

07/09/2021

<https://www.la-croix.com/Religion/Premiere-messe-siecle-leglise-armenienne--Malatya-2021-09-07-1201174171>

Première messe en un siècle à l'église arménienne de Malatya

Une messe historique a été célébrée, dimanche 29 août, dans une église arménienne de Malatya (est de la Turquie). Désormais restauré, l'édifice était fermé au culte depuis le génocide de 1915. Si sa réhabilitation a été soutenue par les autorités locales, elle ne marque pas d'infléchissement dans la politique turque à l'égard des minorités chrétiennes.

▪ Mélinée Le Priol

Voilà que la coupole de l'église apostolique arménienne de la Sainte-Trinité, effondrée depuis des décennies, s'élève à nouveau. Sous des voûtes de pierres claires sentant sans doute encore le neuf, environ 150 fidèles ont participé, dimanche 29 août, à Malatya (est de la Turquie), à la première messe depuis la toute récente restauration de cet édifice datant du XVIIIe siècle. Il n'avait abrité aucun office religieux depuis 106 ans.

L'ancienne Mélitène, réputée aujourd'hui pour ses abricots, fut un important carrefour de la déportation des Arméniens d'Anatolie, lors du génocide de 1915. Son maire de l'époque, Mustafa Aga Azizoglu, a d'ailleurs été reconnu comme Juste après s'être opposé à l'extermination programmée par le gouvernement Jeune-Turc. Il fut tué par son propre fils en 1921 : celui-ci n'avait pas supporté que son père porte secours aux « *mécréants* ».

Un archevêque prudent

Un siècle plus tard, que reste-t-il des Arméniens de Malatya ? Une poignée de [« restes de l'épée »](#), comme on appelle les descendants des 200 000 Arméniens qui furent islamisés à l'époque. Depuis moins d'un demi-siècle, le silence qui entourait leur arménité a commencé à se lever, et certains d'entre eux retrouvent discrètement le chemin des églises. Mais dans celle de la Sainte-Trinité, dimanche 29 août, les Arméniens n'étaient pas seuls : des syriaques avaient aussi été conviés.

Cette messe se voulait en effet un symbole fort pour les communautés chrétiennes d'Anatolie, décimées par des décennies de guerres et de persécutions. « *C'est un message très important en termes de paix, d'unité et de fraternité pour ce pays* », a abondé le patriarche arménien de Constantinople Mgr Sahak Masalyan, venu d'Istanbul pour présider la cérémonie. Une parole « *très docile et prudente* », selon certains observateurs qui reconnaissent là, plus largement, l'attitude des Arméniens de Turquie.

Alors que de nombreux lieux de culte chrétiens ont été détruits ou transformés en mosquées au cours du dernier siècle dans le pays, et que les mises en vente et [expropriations](#) se poursuivent encore aujourd'hui, comment comprendre la restauration de cette église arménienne de Malatya ? Si celle-ci a été initiée par une association arménienne, Hayder, elle a bénéficié du soutien des autorités turques locales.

Une opération qui « tient de la communication »

Le journaliste Tigrane Yégavian, auteur de [Minorités d'Orient. Les oubliés de l'Histoire](#) (1), évoque une « *logique politicienne* » du gouvernement turc. « *D'un côté, on s'efforce d'effacer les traces de la présence chrétienne, et de l'autre on restaure à grands frais quelques églises, dans une opération qui tient surtout de la communication* », explique ce spécialiste de l'Arménie.

À Diyarbakir, la capitale du Kurdistan turc, l'église arménienne de Sourp Giragos (saint Cyriaque), réputée avoir été l'une des plus grandes du Moyen-Orient, a ainsi été restaurée et ouverte au public en 2011.

C'était aussi le cas, quatre ans plus tôt, de l'église de la Sainte-Croix de l'île d'Akhtamar, sur le lac de Van. Mais l'inauguration de 2007 avait été boycottée par plusieurs personnalités arméniennes dont le catholicos [Karékin II](#) : une fois restaurée, l'église devenait en effet un musée, ne pouvant à ce titre accueillir la messe qu'une fois par an. En dehors de cette journée, prier y est interdit.

Même scénario à Malatya ? Il semblerait, puisque l'église est désormais officiellement un centre culturel, le « Centre culturel d'art et de culture Tashhoran ». Les communautés arméniennes locales pourront l'utiliser pour des cérémonies religieuses (baptêmes, mariages, etc.), mais uniquement sur demande.

(1) Éd. Le Rocher, 2019, 228 p., 14,90 €

16- Agence Fides (Vatican)

01/09/2021

http://www.fides.org/fr/news/70722-ASIE_TURQUIE_L_eglise_armenienne_de_Malatya_rouvre_ses_portes_apres_106_ans_d_existence

L'église arménienne de Malatya rouvre ses portes après 106 ans d'existence



Malatya (Agence Fides)- L'église apostolique arménienne de Surp Yerrortutyun (Sainte Trinité), dans la province orientale turque de Malatya, a rouvert ses portes au culte divin après une interruption de 106 ans. La divine liturgie célébrée dans l'église le dimanche 29 août a été présidée par Sahak Maşalyan, l'actuel Patriarche arménien de Constantinople, et la célébration a été suivie par un grand nombre de chrétiens arméniens vivant dans la région. La veille, samedi 28 août, le bâtiment avait été rouvert sous le nom de "Centre culturel d'art et de culture Tashhoran". L'œuvre architecturale, dont la construction a été achevée en 1893, était dans un état de délabrement après des décennies d'abandon total. La dernière célébration liturgique y a eu lieu en 1915, lorsque le lieu de culte était sous la juridiction du patriarcat arménien de Constantinople, et avant que

l'Anatolie ne devienne le théâtre des déportations et des massacres connus sous le nom de "génocide arménien".

La restauration et la réhabilitation de l'église, rapporte le journal bilingue arménien-turc Agos, ont été promues par l'association locale Hayder. Les autorités politiques locales, présentes lors de l'inauguration, ont expliqué que le complexe architectural est rouvert au public en tant que centre culturel. Dans le même temps, les communautés chrétiennes arméniennes locales pourront, sur demande, utiliser l'église pour des initiatives ecclésiastiques, des baptêmes et des mariages, des réunions de prière et des liturgies divines. "L'église, restaurée 100 ans plus tard en tant que centre artistique et culturel", a déclaré le Patriarche Maşalyan dans son discours lors des célébrations inaugurales, "s'ouvre également aux citoyens chrétiens pour le culte". Bien sûr, nous prenons cela comme un message très important en termes de paix, d'unité et de fraternité pour ce pays". Ces derniers temps (voir Fides 23/1/2021 et 27/1/2021), le sort des lieux de culte chrétiens abandonnés en Turquie, mis en vente par des propriétaires privés ou même démantelés afin de libérer des terrains pour de nouvelles constructions et initiatives immobilières, avait suscité des regrets. Le Patriarcat orthodoxe arménien de Constantinople a également publié une déclaration à ce sujet, regrettant que "les bâtiments ecclésiastiques soient perçus comme un actif commercial et que certains y voient une source de profit". Dans le passé", poursuit le communiqué du Patriarcat arménien d'Istanbul, "les lieux de culte chrétiens étaient établis, construits ou restaurés grâce à des "édits du sultan". Nous savons que la protection des édifices ecclésiastiques qui contribuent à la richesse culturelle de notre pays, qui ne sont plus à la disposition des communautés de référence, reste un devoir des institutions compétentes de l'État". (GV) (Agence Fides 1/9/2021)